

FXV NOUS A QUITTE

Odile Tobner

texte prononcé en veillée funèbre

Je veux saluer d'abord en François-Xavier Verschave le courage avec lequel il a vécu ces derniers mois, quand il s'est vu condamné à brève échéance. Il a affronté son destin lucidement, continuant sa tâche avec d'autant plus de résolution, sans faiblesse. « Le soleil ni la mort ne se peuvent regarder en face », dit La Rochefoucauld. François-Xavier a fait front avec simplicité.

Cette fin vient confirmer de façon éclatante la leçon de sa vie, qui est une leçon de courage. Le courage est la plus grande des vertus, celle dont nous avons le plus besoin et celle qui nous manque le plus. À quoi aurait servi en effet l'intelligence, qui chez lui était large et puissante, sans le courage d'en suivre les conclusions. Il fallait certes beaucoup d'intelligence pour pénétrer les rouages des machines d'oppression qui tiennent le monde. Mais il fallait surtout avoir le courage de les combattre.

Il savait parfaitement que ce combat était celui de David contre Goliath. Il n'a pas eu la lâcheté de se dire qu'on ne pouvait rien contre l'iniquité. Il ne s'est pas réfugié dans la fausse humilité de la prudence. Intrépidement il est parti à l'assaut de l'injustice. Et il a eu raison. L'image la plus reconfortante qu'il a laissée est celle du procès qu'il a soutenu contre la volonté d'hommes qui se croyaient tout-puissants, parce qu'ils disposent de la puissance de l'argent. À leur grand étonnement ils ont perdu devant l'homme qui ne disposait que de sa parole et de son courage.

Par un de ces hasards dont l'Histoire a le secret, le grand

courage qu'il avait rencontré la cause la plus désespérée, celle de l'émancipation des peuples africains. Il a compris l'aphorisme de Pascal disant que « Le propre de la puissance est de protéger ». Dans les convulsions de l'Histoire contemporaine, il a senti où était le plus révoltant.

Aujourd'hui en effet il ne faut pas avoir la vue courte. Les pouvoirs démesurés que l'homme s'est donné ont aboli les distances. Nous sommes directement concernés par ce qui se passe loin de nous. C'est cela le combat pour la survie, qui a donné son nom à l'action de François-Xavier Verschave. Il a compris qu'il était vain de chercher à atténuer les effets destructeurs de la pauvreté si on ne s'attaque pas aux causes.

Sans se réfugier dans les grandes logomachies politiques, confessionnelles ou humanitaires, qui masquent souvent l'impuissance, c'est encore grâce à son courage qu'il a entrepris de mettre en lumière l'injustice qui engendre le désastre. Il a su également communiquer avec force sa conviction et entraîner dans son sillage ceux qui ont eu le cœur de l'écouter.

Courage, force, générosité, au sens noble de celui qui se donne lui-même sans réserve, François-Xavier Verschave est de ceux qui redonnent confiance dans la possibilité pour chacun d'agir. Il est de ceux qui ouvrent des perspectives.

Nous sommes fiers de l'avoir rencontré et nous lui disons merci d'avoir été celui qu'il a été.

L'héritage théorique de François-Xavier Verschave

par Alain Deneault, philosophe

RÉSUMÉ : La « *Françafrique* » qu'a contribué à définir et qu'a pourfendue François-Xavier Verschave depuis son engagement à Survie en 1984 n'est pas à considérer comme le tout de son legs, mais bien comme une étape l'ayant amené à penser de façon plus large une « *Mafiafrique* ». Il s'agissait, au nom de cette *Mafiafrique*, de penser les réseaux d'influence se tissant de tous bords tous côtés pour faire main basse sur les ressources d'Afrique et ce, pas seulement depuis l'Élysée et l'état-major, mais aussi depuis les points offshore les plus diversifiés où banques, industriels et services de guerre agissent en toute liberté. Les constats parfois décourageants que les animateurs de Survie ont été amenés à faire n'ont jamais fait de Verschave un militant atrabilaire, contrairement à certains portraits qui ont été dressés, mais au contraire un modèle de patience et d'application.

« Que te semble-t-il le plus humain ?
— Épargner la honte à quelqu'un. »
Friedrich Nietzsche, *Le Gai Savoir*

François-Xavier Verschave, au-delà d'une figure de militant, nous lègue une pensée politique et théorique adaptée à l'époque.

Cette pensée progressait au rythme des événements, considérait leur conjoncture et cernait leurs spécificités. *Noir Silence* et les autres titres se sont ainsi imposés comme des *Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte* de l'époque. Son approche cédait moins au schématisme qu'on ne l'a dit et tenait compte, à en étonner jusqu'aux interlocuteurs qui l'avaient déjà mille fois entendu, des complexités du continent d'Afrique.

Ce serait donc à tort qu'on figerait son souvenir au seul concept de « *Françafrique* ». Il avait en effet emprunté cette notion au président ivoirien Houphouët-Boigny pour la détourner en désignant un système d'influence mettant en cause l'élite politique française, quelques grandes entreprises de l'Hexagone, les services secrets, l'état-major militaire et un réseau de chefs d'État africains corrompus avec leur garde rapprochée pour servir, un temps, des intérêts strictement rattachés à la France. Mais ce concept devait davantage marquer une étape dans sa pensée qu'un point de butée.

Cette période d'enquête sur les réseaux d'influences français en Afrique a culminé avec le choc de 1994, alors qu'il urgeait, à la veille du génocide rwandais et de la complicité française qui lui restera associée, de rompre avec les positions humanistes bien-pensantes en vigueur jusqu'alors (exiger une gestion saine des budgets d'aide au développement et à la coopération) et de prendre publiquement la mesure de l'exploitation éhontée et des

méthodes cruelles qui sévissaient dans d'anciennes colonies africaines. La lecture que faisait Verschave à cette période, avec d'autres¹, est désormais entendue de tous, même par une presse qui ne sait plus quelle torsion lui faire subir pour la dénier : Charles de Gaulle a, d'une part, concédé l'indépendance aux anciennes colonies en confiant à Jacques Foccart, d'autre part, le soin de poursuivre l'entreprise de domination, cette fois sur un mode occulte. Il s'en est suivi un nombre impressionnant de coups fourrés, de crimes de guerre et d'entreprises de pillage de la part des instances « souveraines » agissant en relation étroite avec l'ancienne métropole. (Il reste difficile de dire si la collusion politique a été motivée par des intérêts économiques ou si les intérêts économiques n'ont pas été le paravent de manipulations strictement politiques. Les deux assurément, mais pas toujours simultanément.) Survie s'est donc employée à suivre l'évolution historique et contemporaine de cet état de fait, avec le concours d'organisations non-gouvernementales étrangères et françaises, en dénonçant les très nombreux cas de manipulations électorales, d'assassinats politiques, de soutien aux guerres civiles, voire de crimes contre l'humanité. La logique néocoloniale se poursuit selon l'image désormais célèbre de l'iceberg : la partie émergente représente l'illusion des indépendances africaines, bien que les pays soient en réalité retenus dans les bas-fonds par la métropole. « Le néocolonialisme français est un système totalisant ou totalitaire : l'ex-métropole continue de contrôler simultanément les volets financier, économique, politique et

¹ Pensons ne serait-ce qu'à l'analyse de Jean-François Médard, présentée dans Agir ici et Survie, *L'Afrique à Biarritz, Mise en examen de la politique française*, Karthala, 1995, p. 12-26.



sécuritaire. Elle enserme l'Afrique francophone dans un réseau de liens qui ne diffère guère de la situation coloniale². Avec ceci pour conséquences, dans la langue verte d'Ubu, que « de tout côté on ne voit plus que des maisons brûlées et des gens pliant sous le poids de nos phynances.³ »

Cette démarche aura trouvé en 2005 son point d'accomplissement lorsque Survie, en créant une « commission d'enquête citoyenne » avec les associations Airgrige, Cimade, Obsarm, sur la complicité de génocide de la France au Rwanda, a entrepris, non seulement de suppléer une presse relayant le plus souvent les versions officielles sur les questions africaines, mais d'excéder jusqu'à l'État qui refuse de faire la lumière sur les logiques à l'œuvre au sein de son appareil en 1994.⁴ La « citoyenneté » en cause se faisait d'autant plus percutante qu'elle n'était pas garantie par les formes étatiques en vigueur, mais qu'elle en appelait de nouvelles, répondant sur le mode de l'*exception* aux comportements alors hors de tout gond des puissances publiques et des instances privées en cause. En d'autres termes, « mettre la pensée en rapport immédiat avec le dehors, avec les forces du dehors, bref faire de la pensée une machine de guerre⁵. »

Mais l'apport de Verschave ne s'arrête pas là.

De manière générale, en analysant plus avant les affaires scabreuses qui ont si souvent éclaté là où agissent et agissaient les réseaux françafricains, et en insistant pour identifier les acteurs concernés afin que la responsabilité historique des uns et des autres ne se dissipât point dans l'anonymat des concepts géopolitiques de l'heure (i.e. : « la » mondialisation), Survie et Verschave se sont continuellement heurtés au problème des paradis fiscaux, en lesquels fut reconnue une pièce maîtresse de l'action souterraine des maîtres d'Afrique. Il apparaissait à cette échelle que les réseaux françafricains, à mesure qu'ils se démultipliaient depuis le milieu des années soixante-dix, ne procédaient pas seuls et que, loin de s'opposer à ceux d'une Afrique anglophone avec lesquels on les disait en concurrence (souvent pour les légitimer), ils fonctionnaient de pair avec eux. Le cas du Franco-Brésilien Pierre Falcone et du Franco-Russe Arkadi Gaidamak, tous deux vendeurs d'armes associés aux partenaires de toutes engeances en Angola, est sans doute l'élément qui a le plus contribué à faire progressivement éclater cette grille analytique de la « Françafrrique », au profit d'une conception mafieuse de l'exploitation capitaliste au Sud. Celle-ci transcende tout à fait les conceptions géo-politiques classiques. Parce qu'Américains et Français ont partagé les mêmes stratégies en Angola, en soutenant dans les années soixante-dix les rebelles de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita) contre les « marxistes » au pouvoir du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), BP-Amoco et Elf ont ensemble hérité d'un domaine commun qui a illustré à lui seul la valeur factice de l'« opposition » qu'ils se seraient menée ailleurs sur le continent. Le clan français, dans cette affaire, s'est allié à une société d'armement suisse dirigée par un Syrien, a recouru à un service de mercenaires italien, puis s'est financé à partir de fonds russes. Les forces gouvernementales choisissaient elles aussi leurs partenaires en France, mais aussi au Brésil, en Slovaquie et en Russie, ces noms de lieux désignant désormais davantage de simples aires géographiques que des instances politiques décisives. Impliquée jusqu'au cou dans cette affaire, la banque Paribas a effectué des paiements

douteux via des transferts auprès d'autres institutions financières sises en Allemagne, en Autriche, en France, en Suisse, qui aboutissaient parfois dans un compte de la Sonangol de New York, réputée dans le blanchiment...⁶

Bref, l'expression « Mafiafrrique » s'est donc progressivement substituée à celle de « Françafrrique », rendant mieux compte des modes de domination en vigueur sur le continent. Cette notion renvoie à une machination juridique et économique quasi monadologique, se déployant à l'absurde pour maintenir des régions en état de dépendance politique et économique. Ces machinations se développent indépendamment des stratégies proprement étatiques. Ceux qui les conduisent disposent plutôt des États et usent de leurs prérogatives à leur guise comme d'un levier parmi d'autres. Ils bénéficieront au besoin de leur concours militaire, juridique et diplomatique, où s'en passeront s'il convient plutôt de recourir à l'organisation aléale des seigneurs de guerre, aux armées privées du mercenariat, aux mises en scène trompeuses des grands holdings médiatiques, aux banques des paradis fiscaux et au notariat de sociétés de clearing. L'État devient donc un levier parmi d'autres, dont on se sert à la carte. Les Berlusconi, Blair, Bush, Chirac et Martin y trônent moins pour garantir les valeurs de droit et de bien public que pour l'investir et le contenir aux fins de ces intérêts privés. Appelons cela, dans la foulée des travaux de Verschave, la *souveraineté offshore*.

Je ponds cette expression me rappelant comme la dimension critique du travail de Verschave ne l'empêchait pas lui-même d'innover sur le plan conceptuel. Sa lecture de la « théorie des jeux » en économie, recoupant des notions forgées à partir d'une lecture tout aussi libre que rigoureuse de l'historien Fernand Braudel, est un bijou de subversion théorique. La théorie des jeux s'intéresse aux formes de coopération qui profitent soit à l'un au détriment d'autrui, soit à tous communément. Les économistes font habituellement reposer sur cette théorie les prémisses qui leur sont chères sur la rationalité des acteurs pris individuellement. Verschave a inversé les données individualistes du problème en rappelant que les conditions de possibilité de l'avènement d'une politique économique globalement profitable restaient la mise en commun des ressources. Il a non seulement appelé de ses vœux de telles pratiques mais a analysé les acquis de notre histoire en fonction de ces critères. Le bien public et les politiques communes permettent globalement à tous de vivre mieux dans une mise en relation des activités, que si chacun se dispute un même élément. Nos acquis sociaux ont été conquis intuitivement ou explicitement en vertu de telles convictions.

Verschave était avant tout cet économiste humaniste, lecteur de Braudel et de Castoriadis. Du premier, il avait retenu que l'histoire se déroule selon le « temps long », en faisant reposer sur cette thèse une vertu peu commune dans le monde militant, la patience. La patience ne consiste pas seulement à peser et à soupeser tout ce qu'on avance, mais à comprendre par ailleurs que les acquis du militantisme se comptent au fil d'années et de siècles. La société civile est fatalement vouée à échouer ; ses grèves, elle les mène le plus souvent à perte ; c'est aussi en vain qu'elle produit des publications dissidentes pour contrecarrer les énormités de la presse-relais ; les livres qui dénoncent l'inavouable restent sans suites et les gouvernements progressistes souvent péniblement portés au pouvoir trahissent leurs engagements sitôt en poste... Bref, militer décourage la pensée pressée de voir un retour sur son investissement dans la vie publique. Patient, Verschave a su penser la démarche militante non pas au-delà des échecs mais à travers eux : « c'est au cumul des échecs qu'adviennent les victoires » tenait-il à répéter. Le droit de vote, l'Assurance-maladie universelle, les lois sur la sécurité et le temps de travail et autres programmes

² F.-X. Verschave, *France-Afrique, Le Crime continue*, Lyon, Tahin-party, 1999.

³ Alfred Jarry, *Ubu roi*, Paris, Gallimard.

⁴ Commission d'enquête citoyenne sur le rôle de la France dans le génocide des Tutsi au Rwanda en 1994, *L'Horreur qui nous prend au visage, La France au Rwanda*, Rapport coordonné par Laure Corêt et F.-X. Verschave, Paris, Karthala, 2005 et Géraud de La Pradelle, *Imprescriptible, L'Implication dans le génocide tutsi portée devant les tribunaux*, Paris, Les arènes, 2005.

⁵ Gilles Deleuze et Félix Guattari, *Mille Plateaux, Capitalisme et schizophrénie II*, Paris, Éditions de Minuit, 1980, p. 467.

⁶ F.-X. Verschave, *Noir Silence, Qui arrêtera la françafrrique ?*, Paris, Les arènes, 2000, p. 340 et suiv. ainsi que *L'Envers de la dette, Criminalité politique et économique au Congo-Brazza et en Angola*, Marseille, Agone, 2001, p. 119 et suiv.



sociaux sont le fruit de décennies d'échecs qui à chaque occurrence ont forcé les pouvoirs en place à accuser l'impact des forces en présence pour céder progressivement sur tel ou tel point.

De Castoriadis, il avait entretenu l'idée que ces avancées politiques sont l'œuvre des luttes sociales soutenues à travers les générations, et non pas le fruit de quelque progrès inscrit dans un cours transcendant de l'histoire. Il s'inspirait de lui pour produire des images fortes, celle par exemple des bas-fonds en turbulence qui grondent sous les eaux dormantes. « Les logiciens du refus se connectent » : la proximité de groupes marxistes, écologistes, féministes, réformistes qui évoluaient en parallèle il y a encore quinze ans sont déjà à élaborer ensemble bon an mal an un dessein politique.

Aussi, Verschave était-il près sans le savoir des thèses de Jacques Rancière. Il était parmi les rares à pratiquer à tous les instants une politique *dissensuelle* qui consiste à abandonner les sphères usuelles du langage politique pour désigner avec des expressions fortes et souvent difficilement recevables les rapports de domination du Nord au Sud dont nous sommes les témoins. Le vocabulaire d'Alfred Jarry l'emportait pour désigner une politique passant de l'ère du spectacle à celle plus brutale de la caricature, que ce soit par les trucages des urnes dont l'évidence laissait les électeurs pantois ou par cette novlangue conçue à Paris, par exemple sur la « démocratie apaisée », qui jaillissait par métastases du Gabon au Cameroun en passant par le Togo. L'important étant d'échapper à la langue du consensus, de même qu'à l'impression de pouvoir en infléchir timidement le cours en l'empruntant partiellement, Verschave la confrontait selon un ordre du discours soutenu par soi seul dès lors qu'il répondait de la nature des événements en cours, fût-elle insupportable. La corruption, le pillage, les mafias se trouvaient chez lui désignés par leur nom sans que jamais ne poigne quelque chose d'outrancier dans l'emploi de ces mots. Il devenait *a contrario* de plus en plus difficile pour la presse de maquiller sa mauvaise foi lorsqu'elle persistait, elle, à parler de « conflits ethniques » pour « expliquer » les différentes crises secouant une Afrique en mal de « bonne gouvernance », ce qu'elle n'aura pas pardonné au dissident jusque dans ses papiers annonçant sa mort⁷.

Voyant large, Verschave savait enfin exposer la conviction que les problèmes du Sud annoncent ceux du Nord, car on est ici autant en péril que là-bas lorsque dans nos démocraties où elle trouve encore quelque peu de consistance la notion de bien public cesse d'être thématifiée et défendue à large échelle. « Il sera évidemment plus facile de lutter avec les Africains contre ce nouvel ordre du monde lorsque les peuples occidentaux auront compris que cet ordre-là, ou plutôt cette anomie, en vient à détruire jusque chez eux 150 ans de conquêtes sociales. » Abandonner la scolarité, l'aide sociale et l'assurance-maladie aux forces du marché, comme on en discute dans les forums économiques les plus respectés, ce serait céder ces structures aux artisans de spoliations qui nous montrent au Sud les méthodes qu'ils sont prêts à mettre en œuvre partout. C'est pourquoi la nature des rapports solidaires qui unissent les gens du Nord à ceux du Sud, surtout en ce qui regarde les largesses ayant cours à des échelles à peine concevables dans les paradis fiscaux, ne saurait d'aucune façon passer pour paternaliste ou

bienfaisante. Le bien public qu'il s'agit de concevoir à l'échelle mondiale est l'objet d'une conquête qui unit Africains et Européens, tout comme le Nord et le Sud en général, au même titre.

Puisque nous sommes de la même aventure, il nous reste donc à penser cette domination de l'Afrique non plus en fonction des seules catégories traditionnelles de la géopolitique (quoiqu'elles restent souvent opératoires), mais par rapport aussi à la *souveraineté offshore* qui supplée la souveraineté des États et fonde dans les points aveugles de la pensée publique des repaires alégaux d'influence. Il nous reste aussi instamment à penser au-delà des catégories d'analyse encore très occidentales de Verschave *L'Afrique elle-même*. « Ces guerres grouillent de saloperies ; sur un quart de siècle seuls les "salauds", ou ceux qui le deviennent peuvent encore s'accrocher aux manettes⁸ », certes. Comment n'être point interdit face à cela, fasciné par l'inénarrable cruauté des mobiles et des gestes ? Après en avoir beaucoup parlé, il nous reste néanmoins une Afrique à nous dire, une Afrique à nommer, qui ne soit pas seulement celle qui continue de conjuguer avec les affres des raids néocoloniaux, ni celle de plumes littéraires se découvrant anthropologues pour nous dire tout en mystères, magies et rêves le fait d'une Afrique miroir de fantasmes éculés. Il nous faut aussi apprendre à situer cette Mafiatriche dans un contexte économique et culturel plus large qui n'est peut-être pas de nature à se laisser réfléchir avec nos mots et nos ordres occurrents de rationalité, comme il arrivait sporadiquement à Verschave lui-même de le rappeler, sans complaisance, ni mépris. « Pour survivre – et les Africains ont fait preuve d'une extraordinaire aptitude à cet égard –, ils ont exacerbé les capacités de subsistance et de résistance à l'échelle de la famille : la famille est l'entité de la survie. Quand vous vous adressez à des gens qui ont survécu pendant cinq siècles grâce à ce type de fonctionnement, et que vous venez leur dire : "Écoutez, la famille, c'est dépassé. Quand vous accédez aux fonctions de l'État, il ne faut plus mélanger le patrimoine public et le patrimoine privé", comment et de quel droit pouvez-vous, de l'extérieur, faire comprendre que ce système si performant est caduc ? Et il est vrai que, dans ce système, divers mécanismes empêchaient l'accumulation : quand on arrivait à un certain niveau de richesse, au lieu d'investir dans la production, on investissait dans le cadeau qui développe le réseau. C'est un autre mode de fonctionnement économique, qui a jusqu'à une certaine époque fait ses preuves. Ce n'est pas nous, ni le FMI, ni la Banque mondiale, ni la Coopération française, qui pourront imposer des changements de rationalité économique⁹ ».

Il importe d'aborder ces questions. Parce que nous serons nous-mêmes à la recherche de nouveaux paradigmes lorsque inversement il deviendra évident que la politique de l'accumulation et de la croissance que nous préconisons ne pourra pas durer éternellement. Lorsque le pétrole viendra à manquer et que les diamants passeront pour futiles, nous devrons penser d'autres modèles. La rationalité économique d'ailleurs, que nous jugeons aujourd'hui désuète à défaut d'en comprendre le langage, se fera alors la leçon théorique qu'il nous faudra adapter pour nous adapter nous-mêmes au renouveau de l'histoire.

Un dissident français

Laurent Beccaria, éditeur

30 juin 2005

François-Xavier Verschave est mort, ce jeudi 29 juin, d'un cancer du pancréas, qui l'a enlevé en quatre mois. Se sachant condamné, il a continué à travailler, corrigeant les épreuves de son dernier livre, sans un regard en arrière, comme il a vécu. Cette attitude ne sort pas de n'importe où.

⁷ Collectif, « Décès de François-Xavier Verschave : nécrologies vindicatives »,

François-Xavier Verschave était un dissident français. La chape de plomb qui protège le néo-colonialisme français en Afrique est

in *Acrimed*, le mercredi 6 juillet 2005, www.acrimed.org/article2096.html

⁸ *L'envers de la dette*, op. cit., p. 122.

⁹ *L'Afrique à Biarritz*, op. cit., p. 45. Lire aussi sur ces questions le témoignage d'Emmanuel Seyni Ndione, *L'Économie urbaine en Afrique, Le Don et le recours*, Paris, Karthala et Dakar, Enda Graf Sahel, 1994.



trop lourde, trop étouffante, pour que l'on hésite à employer ce terme. Rares sont ceux qui osent se soulever contre leur pays. François-Xavier l'a fait, explorant tous les "trous noirs" de la République, avec une énergie peu commune.

Il incarnait jusqu'à la démesure un certain nombre de vertus que l'on attend de ceux qui se dévouent au bien commun : la rectitude morale, la curiosité, l'enthousiasme, l'honnêteté. Son désintéressement était unique : tous ses livres – vendus à plus de 200 000 ex au total – ont été écrits au bénéfice de Survie, auquel il abandonnait ses droits d'auteur dès le premier centime.

Il était entré en dissidence sur le tard, à l'âge où tant d'autres choisissent justement le confort. Sa rencontre avec l'Afrique est le fruit d'un grand rêve déçu. Répondant à l'appel de plusieurs prix Nobel pour lutter contre la faim dans le monde, il s'était passionné par cette cause, multipliant les contacts, les initiatives les plus consensuelles. Jusqu'au jour où il s'est rendu compte que côté pile, la République affichait ses bonnes intentions d'aide au tiers-monde, tout en bloquant, côté face, les initiatives pouvant troubler les réseaux franco-africains...

Ce doux n'acceptait pas le mensonge. Toujours entre deux rendez-vous, comme un courant d'air, sa mallette remplie de dossiers, avaleur de livres, prenant sur les nuits pour écrire, toujours en mouvement, il a pris la tête de tous ceux qui refusaient l'inacceptable.

Malheureusement, ils étaient peu nombreux.

Notre première rencontre date de 1997. J'ai été frappé ce jour-là par le dénuement de Survie. François-Xavier Verschave s'est toujours battu à mains nues, dans l'indifférence générale. Cette première collaboration a débouché sur *La Françafrique*, édité chez Stock, imposant ce mot dans le débat public. Premier livre et premier procès intenté – et perdu – par Charles Pasqua, qui demandait cinq millions de francs de dommages et intérêts.

Devenu éditeur indépendant aux Arènes, nous lui commandâmes aussitôt une suite. Elle arriva sous la forme d'un pavé de plus d'un million et demi de signes, qui nous effraya. Nous sortîmes de la lecture de *Noir* silence accablés par son contenu, convaincus qu'il fallait publier le livre, mais certains également que l'ouvrage était invendable. Pourtant le jour de sa sortie, entre neuf heures et midi, notre téléphone fut assailli par des demandes de lecteurs. Sans une ligne dans presse, l'ouvrage fut réimprimé plusieurs fois. On appelle cela le bouche-à-oreille.

Les plaintes des trois Présidents africains pour « Offense à chef d'État étranger » tombèrent durant l'été. Incrédules, François et moi découvrirent que notre condamnation était inscrite dans la jurisprudence : plus de six cents procès depuis le vote de la loi sur la presse et autant de condamnations... Puisque nous allions perdre, autant le faire en beauté. François et l'équipe de Survie se démenèrent, multipliant les témoins, préparant ces audiences avec rage, parce que leur sort en dépendait. Il n'y avait pas d'argent dans les caisses pour les dommages et intérêts inévitables qui nous attendaient.

Aux Arènes, Mehdi Ba assurait le va-et-vient entre Survie et nous. Il édita dans la foulée, *Noir* procès, les minutes des audiences, qui sont un document pour l'histoire : le premier

procès public et contradictoire de la politique criminelle de la France en Afrique. De nombreux documents sur le site des Arènes attestent de l'importance de ce tournant dans le combat de Survie.

Durant le procès, toujours en première ligne, François-Xavier fut constamment sur le fil de l'émotion, parfois sur la défensive, souvent éloquent. François-Xavier était un orateur convaincant. Ce citoyen modèle était au banc des accusés – et il le vivait mal. Sa sincérité et la justesse de son combat l'emportèrent. Plus d'un siècle de jurisprudence était renversé ! La victoire était d'abord la sienne avant d'être celle d'une cause. Elle fut confirmée en cour d'Appel, ce qui nous permit d'ajouter un bandeau rouge sur les livres, en guise de pied de nez, avec des extraits de l'arrêt qui louaient la rigueur de son travail...

Entre les Arènes et François-Xavier, l'épreuve consolida l'amitié. Nous fêtâmes dignement le verdict, en compagnie de nos témoins et de nos avocats. Il y avait ce soir-là l'allégresse des victoires conquises de haute lutte.

Notre confiance réciproque fut précieuse lorsque quelques désaccords entre nous survinrent. Nous n'étions pas aussi enthousiastes sur *Noir* Chirac ou quelques autres projets. François-Xavier continuait pourtant à nous proposer dix idées de livres par mois, faisant l'intercesseur, découvrant chaque jour de nouveaux dossiers. C'était un fidèle.

Avec bonheur, Survie et Les Arènes ont pu se réunir de nouveau l'année dernière lors de la commémoration des dix ans du génocide tutsi. La commission d'enquête citoyenne et la publication de *L'Inavouable* de Patrick de Saint-Exupéry allaient dans le même sens. L'amitié et le travail commun se fondirent à nouveau dans un combat essentiel : Imprescriptible, contre l'impunité de notre pays dans le crime des crimes. Cette cause de longue haleine, nous la porterons jusqu'au bout, sans jamais renoncer à ce que la lumière soit faite, même si son inlassable allant va nous manquer.

Puis ce fut *Nérophobie*, son livre, paru la semaine dernière, en forme de testament. La lecture de Stephen Smith l'avait fait bondir. *Négrologie* reposait sur une vision pessimiste, voire cynique de l'homme, il assumait l'héritage colonial, avec sa part de racisme, affichant sa proximité avec les sources officielles : il a donc reçu un accueil critique triomphal. *Nérophobie* est soutenu par une vision optimiste, voire prophétique de l'homme, il rejette l'idéologie coloniale, se méfie des manipulations d'État : il fait son chemin par le bouche-à-oreille. En somme, la parabole de son engagement.

C'est à sa confiance absolue dans l'homme et dans la démocratie que nous pensons aujourd'hui, à cette flamme qui le consumait, à ce rire soudain, presque strident qui ponctuait nos rencontres, à ce mouvement perpétuel d'un homme qui ne s'arrêtait ni d'écrire, ni d'agir, puisque c'était nécessaire. Le dissident était un cœur, une flamme, un souffle.

Aujourd'hui des dizaines de milliers d'auditeurs, de lecteurs, de sympathisants, européens et africains qui appréciaient son intégrité et son engagement, sont tristes, et un peu plus seuls. À eux, à son épouse et à ses trois enfants, à Sharon Courtoux et aux collaborateurs de Survie, présents et passés, nous apportons notre chagrin pour le mêler au leur.

VOIR

Matthieu JULES, *France à fric*, mjcreate 2004, VHS 1h00
<http://francafric.free.fr>

Film tiré des conférences publiques à Rouen en octobre 2003, avec François-Xavier Verschave, René Vauthier et Sœuf Elbadawi.

On y retrouve FXV dans son discours coutumier de dénonciation de la Françafrique. Sœuf Elbadawi, journaliste et auteur comorien, rappelle les manigances par lesquelles la France a éliminé les indépendantistes les plus prometteurs pour l'avenir de leur pays, au moment des décolonisations. Il donne un écho inquiétant du vécu des personnes vivant en régime franco-africain, cet écho qu'il a retranscrit dans le livre collectif *Dernières nouvelles de la Françafrique*. René Vauthier nous

raconte son parcours, via l'Algérie, et l'histoire de la censure de son film, *Afrique 50*, le premier film anti-colonial français. Un jour de 1997, soit quelques décennies plus tard, il apprend que les autorités le diffusent à l'étranger estimant qu'il était bon pour le prestige de notre pays de montrer qu'un sentiment anti-colonialiste existait en France dès 1950. Vivement le jour où les ambassades françaises distribueront l'œuvre de FXV au Cameroun, au Gabon, au Tchad, au Congo, aux Comores... pour montrer qu'en France, « on » a toujours réprouvé les confiscations néo-coloniales de souveraineté et les réseaux qui pillent et ensanglantent le Tiers-monde, et qu'« on » a toujours rejeté les Biya, Bongo, Déby, Sassou, Azali, etc. Ce sera l'ère post-franco-africaine. [PC]